Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 104° — Numero 111

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Venerdì, 26 aprile 1963 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650-841 652 361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - CENTRALINO 8508

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1963

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI ORDINARI

SUPPLEMENTO ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 111 DEL 26 APRILE 1963:

LEGGE 3 febbraio 1963, n. 528.

Rendiconto generale dell'Amministrazione dello Stato e quelli delle Aziende autonome, per l'esercizio finanziario 1948-49.

LEGGE 3 febbraio 1963, n. 529.

Rendiconto generale dell'Amministrazione dello Stato e quelli di talune Aziende autonome, per l'esercizio finanziario 1952-53.

LEGGE 3 febbraio 1963, n. 530.

Rendiconto generale dell'Amministrazione dello Stato e quelli di talune Aziende autonome, per l'esercizio finanziario 1953-54.

LEGGE 3 febbraio 1963, n. 531.

Rendiconto generale dell'Amministrazione dello Stato e quelli di talune Aziende autonome, per l'esercizio finanziario 1954-55.

LEGGE 3 febbraio 1963, n. 532.

Conti consuntivi dell'Azienda autonoma delle poste e dei telegrafi, dell'Azienda di Stato per i servizi telefonici e dell'Amministrazione delle ferrovie dello Stato, per gli esercizi finanziari 1952-53 e 1953-54.

LEGGE 3 febbraio 1963, n. 533.

Conti consuntivi dell'Azienda autonoma delle poste e dei telegrafi, dell'Azienda di Stato per i servizi telefonici e dell'Amministrazione delle ferrovie dello Stato, per l'esercizio finanziario 1954-55.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 2 marzo 1963, n. 526.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione doganale relativa all'importazione temporanea di materiale professionale, adottata a Bruxelles l'8 giugno 1961.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione doganale relativa all'importazione temporanea di materiale professionale adottata a Bruxelles l'8 giugno 1961.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo 16 della Convenzione stessa.

Art. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 marzo 1963

SEGNI

FANFANI — PICCIONI — TRABUCCHI — PRETI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

Convenzione doganale relativa all'importazione temporanea di materiale professionale (Bruxelles, 8 giugno 1961)

CONVENTION DOUANIÈRE RELATIVE A L'IMPORTATION TEMPORAIRE DE MATÉRIEL PROFESSIONNEL

Préambule

Les Etats signataires de la présente Convention,

Réunis sous les auspices du Conseil de coopération douanière et des Parties Contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), et avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO),

Considérant les vœux exprimés par les représentants du commerce international et par d'autres milieux intéressés qui souhaitent voir étendre le champ d'application du régime de l'importation temporaire en franchise,

Convaincus que l'adoption de règles générales relatives à l'importation temporaire en franchise du matériel professionnel facilitera l'échange, sur le plan international, des connaissances et des techniques spécialisées,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

Définitions

Article premier

Pour l'application de la présente Convention on entend:

(*a*) par « droits à l'importation »: les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation, ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les marchandises importées, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions qui sont limitées au coût approximatif des services rendus et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation.

(*b*) par « admission temporaire »: l'importation temporaire en franchise de droits à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation;

(*c*) par « Conseil »: l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950;

(*d*) par « personne »: aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

Chapitre II
Admission temporaire

Article 2

Chaque Partie Contractante liée par une Annexe à la présente Convention accorde l'admission temporaire au matériel faisant l'object de cette Annexe sous réserve des conditions précisées dans les dispositions des articles 1 à 22 et dans cette Annexe. Le terme « matériel » couvre également les appareils auxiliaires et les accessoires qui s'y rapportent.

Article 3

Lorsqu'une Partie Contractante exige la constitution d'une garantie afin de s'assurer de l'exécution des conditions applicables en matière d'admission temporaire, le montant de cette garantie ne peut excéder de plus de 10% celui des droits à l'importation exigibles.

Article 4

La réexportation du matériel placé en admission temporaire a lieu dans les six mois qui suivent la date de l'importation. Pour des raisons valables, les autorités douanières peuvent, dans les limites prévues par les lois et règlements en vigueur dans les pays d'importation temporaire, soit accorder un délai plus long, soit proroger le délai initial.

Article 5

La réexportation du matériel placé en admission temporaire peut s'effectuer en une ou plusieurs fois et à destination de tout pays, par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d'importation.

Article 6

1 En cas d'accident dûment établi et nonobstant l'obligation de réexportation prévue par la présente Convention, la réexportation de tout ou partie du matériel, gravement endommagé n'est pas exigée pourvu qu'il soit, selon la décision des autorités douanières:

(*a*) soumis aux droits à l'importation dus en l'espèce; ou

(*b*) abandonné libre de tous frais au Trésor public du pays d'importation temporaire; ou

(*c*) détruit, sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

2. Lorsque tout ou partie du matériel placé en admission temporaire ne peut être réexporté par suite d'une saisie et que cette saisie n'a pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation est suspendue pendant la durée de la saisie.

Article 7

Les pièces détachées importées en vue de la réparation d'un matériel placé en admission temporaire bénéficient également des facilités prévues par la présente Convention.

Chapitre III
Dispositions diverses

Article 8

Pour l'application de la présente Convention, l'Annexe ou les Annexes en vigueur à l'égard d'une Partie Contractante font partie intégrante de la Convention; en ce qui concerne cette Partie Contractante, toute référence à la Convention s'applique donc également à cette Annexe ou à ces Annexes.

Article 9

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima et ne mettent pas obstacle a l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

Article 10

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

Article 11

Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application des prohibitions et restrictions dérivant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre publics, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques ou sur des considérations d'ordre vétérinaire ou phytopathologique, ou se rapportant à la protection des brevets, marques de fabrique et droits d'auteur et de reproduction.

Article 12

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manœuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne ou un matériel des facilités prévues par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays ou l'infraction est commise, aux sanctions prévues par les lois et règlements de ce pays et, le cas échéant, au paiement des droits à l'importation exigibles.

Chapitre IV
Clauses finales

Article 13

1. Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire général du Conseil, sur la demande d'une Partie Contractante. Lorsque les questions à examiner ne concernent qu'une ou plusieurs Annexes en vigueur, la demande doit être présentée par une Partie Contractante liée par cette ou ces Annexes. Sauf décision contraire des Parties Contractantes intéressées, les réunions se tiennent au siège du Conseil.

3. Les Parties Contractantes établissent le règlement intérieur de leurs réunions. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote. S'il s'agit de questions relatives à une ou plusieurs Annexes en vigueur, seules les Parties Contractantes liées par cette ou ces Annexes ont le droit de vote.

4. Les Parties Contractantes intéressées ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

Article 14

1. Tout diférend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les Parties en cause, devant les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'article 13, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. Les Parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

Article 15

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention:

(*a*) en la signant, sans réserve de ratification;

(*b*) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou

(*c*) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 31 mars, au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Dans le cas prévu au paragraphe 1 (*b*) du présent article, la Convention est soumise à la ratification des Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

4. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire général du Conseil, sur la demande des Parties Contractantes, peut devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

5. Chacun des Etats visés aux paragraphes 1 ou 4 du présent article spécifie, au moment de signer ou de ratifier la présente Convention ou d'y adhérer, l'Annexe ou les Annexes qu'il s'engage à appliquer. Il lui est loisible d'étendre ultérieurement ses engagements à une ou plusieurs autres Annexes par notification au Secrétaire général du Conseil.

6. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général du Conseil.

Article 16

1. La présente Convention entre en vigueur, en ce qui concerne une Annexe déterminée, trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article 15 ci-dessus ont signé la présente Convention sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, et se sont engagés à appliquer les dispositions de ladite Annexe.

2. A l'égard de tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, et se sont engagés à appliquer les dispositions d'une ou de plusieurs Annexes déterminées, la Convention entre en vigueur, en ce qui concerne cette Annexe ou ces Annexes, trois mois après la date à laquelle cet Etat s'est engagé, au moment de déposer son instrument de ratification ou d'adhésion, à appliquer les dispositions de cette Annexe ou de ces Annexes.

3. A l'égard de tout Etat qui, après avoir signé sans réserve de ratification ou ratifié la présente Convention ou y avoir adhéré, s'engage à appliquer les dispositions d'une autre Annexe que cinq Etats se sont antérieurement engagés à appliquer la présente Convention entre en vigueur en ce qui concerne cette Annexe, trois mois après que cet Etat à notifié son engagement.

Article 17

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie Contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'article 16 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire général du Conseil.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire général du Conseil.

4. Les dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article sont également applicables en ce qui concerne les Annexes à la Convention, toute Partie Contractante pouvant, à tout moment après la date de leur entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'article 16, déclarer qu'elle annule son engagement relatif à l'application d'une ou plusieurs Annexes. La Partie Contractante qui annule tous ses engagements relatifs à l'application des Annexes est réputée avoir dénoncé la Convention.

Article 18

1. Les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'article 13, peuvent recommander des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le Secrétaire général du Conseil à toutes les Parties Contractantes, à tous les autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, aux Parties Contractantes du GATT et à l'UNESCO.

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement recommandé, toute Partie Contractante ou, s'il s'agit d'un amendement concernant seulement une Annexe en vigueur, toute Partie Contractante liée par cette Annexe, peut faire connaître au Secrétaire général du Conseil:

(*a*) soit qu'elle a une objection à l'amendement recommandé,

(*b*) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement recommandé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

4. Tant qu'une Partie Contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3 (*b*) n'a pas notifié au Secrétaire général du Conseil son acceptation, elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

5. Si une objection à l'amendement recommandé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement recommandé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante:

(*a*) lorsque aucune Partie Contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3 (*b*) du présent article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;

(*b*) lorsqu'une ou plusieurs Parties Contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (*b*) du présent article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes:

(i) date à laquelle toutes les Parties Contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire Général du Conseil leur acceptation de l'amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;

(ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent article.

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté.

8. Le Secrétaire général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes toute objection formulée conformément au paragraphe 3 (*a*) du présent article ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 (*b*). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties Contractantes si la ou les Parties Contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou l'acceptent.

9. Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

10. Un Etat qui, après avoir signé sans réserve de ratification ou avoir ratifié la présente Convention ou y avoir adhéré, s'engage à appliquer les dispositions d'une autre Annexe, est réputé avoir accepté les amendements à cette Annexe entrés en vigueur à la date à laquelle cet Etat notifie sa décision au Secrétaire général du Conseil.

Article 19

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire général du Conseil que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité la Convention sera applicable auxdits territoires trois mois après la date de réception de cette notification par le Secrétaire général du Conseil, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cet Etat

2. Tout Etat ayant, en vertu du paragraphe 1 du présent article, accepté la présente Convention pour un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité peut notifier au Secrétaire général du Conseil, conformément aux dispositions de l'article 17 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

Article 20

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 21

Le Secrétaire général du Conseil notifie à toutes les Parties Contractantes, ainsi qu'aux autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire général des Nations Unies, aux Parties Contractantes du GATT et à l'UNESCO:

(*a*) les signatures, ratifications, adhésions et déclarations visées à l'article 15;

(*b*) la date à laquelle la présente Convention et chacune de ses Annexes entrent en vigueur conformément à l'article 16;

(*c*) les dénonciations et les annulations reçues conformément à l'article 17;

(*d*) les amendements réputés acceptés conformément à l'article 18 ainsi que la date de leur entrée en vigueur;

(*e*) les déclarations et notifications reçues conformément à l'article 19.

Article 22

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire général du Conseil.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le huit juin mil neuf cent soixante et un, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 15.

Pour l'Allemagne (République Fédérale d'):

Pour l'Australie:

Pour l'Autriche:

Pour la Belgique:

Pour la Birmanie:

Pour le Brésil:

Pour le Canada:

Pour Ceylan:

Pour le Chili:

Pour Cuba:

Pour le Danemark:

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Espagne:

Pour les Etats Unis d'Amérique:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Pour le Ghana:

Pour la Grèce:

Pour Haïti:

Pour l'Inde:

Pour l'Indonésie:

Pour l'Iran:

Pour l'Irlande:

Pour Israël:

Pour l'Italie:

Pour le Japon:

Pour le Liban:

Pour le Luxembourg:

Pour la Malaisie (Fédération de):

Pour le Nicaragua:

Pour la Nigeria:

Pour la Norvège:

Pour la Nouvelle-Zélande:

Pour le Pakistan:

Pour les Pays Bas (Royaume des):

Pour le Pérou:

Pour le Portugal:

Pour la République Arabe Unie:

Pour la République Sud-Africaine:

Pour la Rhodésie et le Nyassaland (Fédération):

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour la Sierra Leone:

Pour le Soudan:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour la Turquie:

Pour l'Uruguay:

Pour la Yougoslavie:

ANNEXE *A*

MATERIEL DE PRESSE, DE RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION

I. — DÉFINITION ET CONDITIONS

1. *Définition*

Pour l'application de la présente Annexe, on entend par « matériel de presse, de radiodiffusion et de télévision », le matériel nécessaire aux représentants de la presse, de la radiodiffusion ou de la télévision qui se rendent dans un pays en vue de réaliser des reportages, ou des enregistrements ou des émissions dans le cadre de programmes déterminés.

2. *Conditions auxquelles l'admission temporaire est accordée.*

Le matériel:

(*a*) doit appartenir à une personne physique domiciliée à l'étranger, ou à une personne morale ayant son siège à l'étranger;

(*b*) doit être importé par une personne physique domiciliée à l'étranger, ou par une personne morale ayant son siège à l'étranger;

(*c*) doit pouvoir être identifié lors de la réexportation, étant entendu, en ce qui concerne les supports de son ou d'images, vierges, que les mesures d'identification les plus souples seront appliquées;

(*d*) doit être utilisé exclusivement par la personne qui se rend dans le pays d'importation ou sous sa propre direction;

(*e*) ne doit pas faire l'objet d'un contrat de location ou d'un contrat similaire auquel une personne domiciliée ou établie dans le pays d'importation temporaire serait partie, étant entendu que cette condition n'est pas applicable en cas de réalisation de programmes communs de radiodiffusion ou de télévision.

II. — LISTE ILLUSTRATIVE

A. Matériel de presse, tel que:

machines à écrire;

appareils de prise de vues (photographiques ou cinématographiques),

appareils de transmission, d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images;

supports de son ou d'images, vierges.

B. Matériel de radiodiffusion, tel que:

appareils de transmission et de communication;

appareils d'enregistrement ou de reproduction du son;

instruments et appareils de mesure et de contrôle technique;

accessoires d'utilisation (horloges, chronomètres, boussoles, groupes électrogènes, transformateurs, piles ou accumulateurs, appareils de chauffage et de ventilation, etc.);

supports de son, vierges.

C. Matériel de télévision, tel que:

appareils de prise de vues de télévision;

télécinéma;

instruments et appareils de mesure et de contrôle technique;

appareils de transmission et de retransmission;

appareils de communication;

appareils d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images;

appareils d'éclairage;

accessoires d'utilisation (horloges, chronomètres, boussoles, groupes électrogènes, transformateurs, piles ou accumulateurs, appareils de chauffage et de ventilation, etc.);

supports de son ou d'images, vierges;

« Film rushes »;

instruments de musique, costumes, décors et autres accessoires de théâtre.

D. Véhicules conçus ou spécialement adaptés pour être utilisés aux fins ci-dessus.

ANNEXE *B*

MATERIEL CINEMATOGRAPHIQUE

I. — DÉFINITION ET CONDITIONS

1. *Définition*

Pour l'application de la présente Annexe, on entend par « matériel cinématographique », le matériel nécessaire à une personne qui se rend dans un pays en vue de réaliser un ou plusieurs films déterminés.

2. *Conditions auxquelles l'admission temporaire est accordée.*

Le matériel:

(*a*) doit appartenir à une personne physique domiciliée à l'étranger, ou à une personne morale ayant son siège à l'étranger;

(*b*) doit être importé par une personne physique domiciliée à l'étranger, ou par une personne morale ayant son siège à l'étranger;

(*c*) doit pouvoir être identifié lors de la réexportation, étant entendu, en ce qui concerne les supports d'images ou de son, vierges, que les mesures d'identification les plus souples seront appliquées;

(*d*) doit être utilisé exclusivement par la personne qui se rend dans le pays d'importation ou sous sa propre direction, étant entendu que cette condition n'est pas applicable aux matériels importés en vue de la réalisation d'un film en exécution d'un contrat de co-production passé avec une personne domiciliée ou établie dans le pays d'importation temporaire et agréé par les autorités compétentes de ce pays, dans le cadre d'un accord intergouvernemental de co-production cinématographique;

(*e*) ne doit pas faire l'objet d'un contrat de location ou d'un contrat similaire auquel une personne domiciliée ou établie dans le pays d'importation temporaire serait partie.

II. — LISTE ILLUSTRATIVE

A Matériel tel que:

appareils de prise de vues de tous genres.

instruments et appareils de mesure et de contrôle technique;

travellings et grues;

appareils d'éclairage;

appareils d'enregistrement ou de reproduction du son;

supports d'images ou de son, vierges.

« Films rushes »:

accessoires d'utilisation (horloges, chronomètres, boussoles, groupes électrogènes, transformateurs, accumulateurs ou piles, appareils de chauffage et de ventilation, etc):

instruments de musique, costumes, décors et autres accessoires de théâtre.

B. Véhicules conçus ou spécialement adaptés pour être utilisés aux fins ci-dessus.

ANNEXE *C*

AUTRE MATERIEL PROFESSIONNEL

I. — DÉFINITION ET CONDITIONS

1. *Définition*

Pour l'application de la présente Annexe, on entend par « autre matériel professionnel », le matériel non visé aux autres Annexes de la présente Convention et nécessaires à l'exercice du métier ou de la profession d'une personne qui se rend dans un pays pour y accomplir un travail déterminé. Est exclu le matériel devant être utilisé pour les transports intérieurs ou pour la fabrication industrielle ou le conditionnement de marchandises, ou, à moins qu'il ne s'agisse d'outillage à main, pour l'exploitation de ressources naturelles, pour la construction, la réparation ou l'entretien d'immeubles, pour l'exécution de travaux de terrassement ou de travaux similaires.

2. *Conditions auxquelles l'admission temporaire est accordée.*

Le matériel:

(*a*) doit appartenir à une personne physique domiciliée à l'étranger, ou à une personne morale ayant son siège à l'étranger;

(*b*) doit être importé par une personne physique domiciliée à l'étranger, ou par une personne morale ayant son siege à l'étranger;

(*c*) doit pouvoir être identifié lors de la réexportation;

(*d*) doit être utilisé exclusivement par la personne qui se rend dans le pays d'importation ou sous sa propre direction.

II. — LISTE ILLUSTRATIVE

A. Matériel pour le montage, l'essai, la mise en marche, le contrôle, la vérification, l'entretien ou la réparation de machines, d'installations, de matériel de transport, etc., tel que:

outils;

matériel et appareils de mesure, de vérification ou de contrôle (de température, de pression, de distance, de hauteur. de surface, de vitesse, etc.) y compris les appareils électriques (voltmètres, ampèremètres, câbles de mesure, comparateurs, transformateurs, enregistreurs, etc.) et les gabarits;

appareils et matériel pour photographier les machines et les installations pendant et après leur montage;

appareils pour le contrôle technique des navires.

B. Matériel nécessaire aux hommes d'affaires, aux experts en organisation scientifique ou technique du travail, en productivité, en comptabilité et aux personnes exerçant des professions similaires, tel que:

machines à écrire;

appareils de transmission, d'enregistrement ou de reproduction du son;

instruments et appareils de calcul.

C. Matériel nécessaire aux experts chargés de relevés topographiques ou de travaux de prospection géophysique, tel que:

instruments et appareils de mesure;

matériel de forage;

appareils de transmission et de communication.

D. Instruments et appareils nécessaires aux médecins, chirurgiens, vétérinaires, sages-femmes et aux personnes exerçant des professions similaires.

E. Matériel nécessaire aux experts en archéologie, paléontologie, géographie, zoologie, etc.

F. Matériel nécessaire aux artistes, aux troupes de théâtre et aux orchestres, tel que tous les objets utilisés pour la représentation, instruments de musique, décors et costumes, animaux, etc.

G. Matériel nécessaire aux conférenciers pour illustrer leur exposé.

H. Véhicules conçus ou spécialement adaptés pour être utilisés aux fins ci-dessus, tels que postes de contrôle ambulants, voitures-ateliers, véhicules-laboratoires, etc.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
23 aprile 1963, n. 527.

Attribuzione alle piante organiche degli uffici giudiziari dei posti in aumento nel ruolo organico della Magistratura.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 1, primo ed ultimo comma, della legge 4 gennaio 1963, n. 1;

Visto il parere emesso dal Consiglio superiore della magistratura nella seduta del 21 marzo 1963 in ordine alla ripartizione dei posti di aumento;

Sulla proposta del Ministro Guardasigilli;

Decreta:

Art. 1.

Le tabelle *A* e *B*, annesse al decreto del Presidente della Repubblica 23 febbraio 1957, n. 38, sono sostituite dalle tabelle *A* e *B* unite al presente decreto.

Le tabelle *C* e *D* annesse al decreto del Presidente della Repubblica 30 agosto 1951, n. 757, con le varianti successive, sono modificate — per la parte relativa agli uffici cui si riferiscono — come dalle tabelle *C* e *D* unite al presente decreto.

La tabella *G* annessa al decreto del Presidente della Repubblica 30 aprile 1962, n. 986, e la tabella *I* annessa alla legge 9 agosto 1956, n. 1086 sono sostituite dalle tabelle *E* e *F* unite al presente decreto.

Art. 2.

Alla Sezione di Corte di appello di Reggio Calabria sono assegnati, in aggiunta all'organico stabilito per detto ufficio con decreto legislativo luogotenenziale 28 settembre 1944, n. 297, e con la legge 17 novembre 1948, n. 1589, altri due posti di consigliere di Corte di appello ed un posto di sostituto procuratore generale di Corte di appello da trarsi dall'organico della Corte di appello e della Procura generale di Catanzaro.

Art. 3.

Il presente decreto entrerà in vigore nel giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 aprile 1963

SEGNI

BOSCO

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 26 aprile 1963
Atti del Governo, registro n. 168, foglio n. 65 — VILLA

TABELLA *A*

PERSONALE GIUDICANTE E DEL PUBBLICO MINISTERO ADDETTO ALLA CORTE DI CASSAZIONE

Primo presidente	n. 1
Presidente aggiunto	» 1
Presidenti di sezione e presidente supplente al Tribunale superiore delle acque pubbliche	» 32
Consiglieri	» 248
Procuratore generale	» 1
Avvocato generale	» 4
Sostituti procuratori generali	» 35
TOTALE	n. 322

TRIBUNALE SUPERIORE DELLE ACQUE PUBBLICHE

Presidente	n. 1

Visto, *il Ministro per la grazia e giustizia*
BOSCO

TABELLA *B*

PERSONALE GIUDICANTE E DEL PUBBLICO MINISTERO ADDETTO ALLE CORTI DI APPELLO

SEDI	MAGISTRATI GIUDICANTI: Presidente	Presidenti di sezione	Consiglieri	PUBBLICO MINISTERO: Procuratore generale	Avvocato generale	Sostituti Procuratori generali
Ancona	1	3	13	1	—	3
Bari	1	6	30	1	1	6
Bologna	1	7	36	1	1	9
Brescia	1	4	23	1	—	5
Cagliari	1	5	21	1	—	6
Caltanissetta	1	3	13	1	—	3
Catania	1	6	27	1	1	7
Catanzaro	1	7	32	1	1	8
Firenze	1	7	36	1	1	9
Genova	1	8	39	1	1	9
L'Aquila	1	4	15	1	—	4
Lecce	1	5	24	1	—	5
Messina	1	4	18	1	—	4
Milano	1	18	79	1	1	17
Napoli	1	23	100	1	1	25
Palermo	1	11	43	1	1	12
Perugia	1	3	12	1	—	3
Potenza	1	3	12	1	—	3
Roma	1	22	95	1	1	22
Torino	1	10	45	1	1	11
Trento	1	3	12	1	—	3
Trieste	1	4	16	1	—	4
Venezia	1	8	37	1	1	8
Totali	23	174	778	23	12	186

Visto, *il Ministro per la grazia e giustizia*
BOSCO

TABELLA C

PERSONALE GIUDICANTE E DEL PUBBLICO MINISTERO ADDETTO AI TRIBUNALI

SEDI	Magistrati giudicanti				Pubblico ministero		
	Presidente	Presidenti di sezione	Consigliere istruttore	Giudici	Procuratore della Repubblica	Procuratori aggiunti della Repubblica	Sostituti Procuratori della Repubblica
Agrigento	1	3	—	14	1	—	4
Alessandria	1	2	—	9	1	—	3
Ancona	1	2	—	12	1	—	5
Aosta	1	1	—	5	1	—	2
Arezzo	1	2	—	8	1	—	3
Ascoli Piceno	1	1	—	6	1	—	2
Asti	1	1	—	6	1	—	2
Avellino	1	2	—	13	1	—	3
Avezzano	1	1	—	7	1	—	1
Bari	1	7	1	36	1	1	10
Bassano del Grappa	1	—	—	4	1	—	1
Belluno	1	1	—	5	1	—	2
Benevento	1	3	—	14	1	—	4
Bergamo	1	2	—	13	1	—	3
Biella	1	1	—	6	1	—	2
Bologna	1	7	1	36	1	1	8
Bolzano	1	3	—	16	1	—	5
Brescia	1	4	—	18	1	—	6
Brindisi	1	3	—	14	1	—	4
Busto Arsizio	1	2	—	9	1	—	2
Cagliari	1	4	—	22	1	—	9
Caltagirone	1	2	—	8	1	—	1
Caltanissetta	1	2	—	13	1	—	4
Camerino	1	—	—	4	1	—	1
Campobasso	1	2	—	7	1	—	2
Castrovillari	1	—	—	5	1	—	1
Catania	1	9	1	37	1	1	8
Catanzaro	1	4	—	15	1	—	5
Chieti	1	2	—	7	1	—	2
Como	1	2	—	12	1	—	4
Crema	1	—	—	4	1	—	1
Cremona	1	2	—	7	1	—	2
Crotone	1	1	—	6	1	—	1
Cuneo	1	2	—	7	1	—	2
Enna	1	1	—	6	1	—	1
Ferrara	1	2	—	12	1	—	4
Firenze	1	7	1	32	1	1	12
Foggia	1	4	—	21	1	—	5
Forlì	1	2	—	8	1	—	3
Frosinone	1	2	—	8	1	—	2
Genova	1	12	1	60	1	2	14
Gorizia	1	—	—	6	1	—	2
Grosseto	1	2	—	8	1	—	2
Isernia	1	—	—	5	1	—	1
Lanusei	1	—	—	4	1	—	1
L'Aquila	1	2	—	9	1	—	2
Larino	1	—	—	5	1	—	1
La Spezia	1	2	—	9	1	—	3
Latina	1	2	—	10	1	—	2
Lecce	1	5	—	24	1	—	8
Lecco	1	—	—	5	1	—	1
Livorno	1	2	—	11	1	—	3
Locri	1	1	—	8	1	—	1
Lodi	1	—	—	5	1	—	1
Lucca	1	2	—	11	1	—	3
Lucera	1	1	—	10	1	—	2
Macerata	1	2	—	7	1	—	2
Mantova	1	2	—	10	1	—	3
Massa	1	2	—	7	1	—	2
Matera	1	2	—	7	1	—	2
Messina	1	5	—	24	1	—	5
Milano	1	29	1	152	1	2	37
Mistretta	1	—	—	4	1	—	1
Modena	1	3	—	9	1	—	3
Montepulciano	1	—	—	4	1	—	1
Monza	1	3	—	12	1	—	4
Napoli	1	29	1	152	1	2	38
Nicosia	1	—	—	4	1	—	1
Novara	1	2	—	8	1	—	2
Nuoro	1	2	—	7	1	—	3
Oristano	1	2	—	7	1	—	2
Orvieto	1	—	—	4	1	—	1
Padova	1	4	—	18	1	—	5
Palermo	1	11	1	50	1	2	16
Palmi	1	2	—	11	1	—	3
Parma	1	2	—	10	1	—	4
Pavia	1	2	—	8	1	—	3
Perugia	1	3	—	13	1	—	3
Pesaro	1	1	—	5	1	—	2
Pescara	1	2	—	10	1	—	3
Piacenza	1	2	—	10	1	—	3
Pinerolo	1	—	—	4	1	—	1
Pisa	1	2	—	9	1	—	4
Pistoia	1	1	—	6	1	—	2
Pordenone	1	—	—	5	1	—	1
Potenza	1	2	—	10	1	—	4
Ragusa	1	2	—	7	1	—	1
Ravenna	1	2	—	10	1	—	2
Reggio Calabria	1	3	—	14	1	—	3
Reggio Emilia	1	2	—	8	1	—	3
Rimini	1	1	—	6	1	—	2
Roma	1	31	1	160	1	2	50
Rovigo	1	1	—	6	1	—	1
Rovereto	1	—	—	4	1	—	1
Sala Consilina	1	—	—	4	1	—	1
Salerno	1	5	—	23	1	—	5
Saluzzo	1	—	—	4	1	—	1
Sanremo	1	1	—	6	1	—	2
S. Maria C. V.	1	6	—	28	1	—	8
Sassari	1	3	—	13	1	—	5
Savona	1	2	—	10	1	—	2
Siena	1	1	—	5	1	—	2
Siracusa	1	3	—	15	1	—	3
Spoleto	1	—	—	4	1	—	1
Sulmona	1	1	—	6	1	—	1
Taranto	1	4	—	19	1	—	5
Tempio Pausania	1	—	—	4	1	—	1
Teramo	1	2	—	8	1	—	2
Termini Imerese	1	2	—	8	1	—	1
Terni	1	2	—	7	1	—	2
Tolmezzo	1	—	—	4	1	—	1
Torino	1	13	1	63	1	2	21
Tortona	1	—	—	4	1	—	1
Trani	1	3	—	16	1	—	3
Trapani	1	3	—	15	1	—	4
Trento	1	2	—	11	1	—	4
Trieste	1	4	1	22	1	1	6
Udine	1	2	—	11	1	—	4
Urbino	1	—	—	4	1	—	1
Varese	1	2	—	8	1	—	2
Velletri	1	2	—	9	1	—	2
Venezia	1	5	1	28	1	1	7
Vercelli	1	—	—	5	1	—	2
Verona	1	4	—	14	1	—	5
Vibo Valentia	1	1	—	7	1	—	1
Vicenza	1	2	—	10	1	—	4
Vigevano	1	—	—	5	1	—	2
Viterbo	1	2	—	8	1	—	2
(*Omissis*)							
Totali	155	376	12	2031	155	18	559

Visto, *il Ministro per la grazia e giustizia*
BOSCO

TABELLA D

MAGISTRATI ADDETTI ALLE PRETURE

SEDI	Magistrati di appello in funzione di pretore	Pretori e aggiunti giudiziari	Uditori vice pretori
Abbiategrasso	—	2	—
Anzio	—	2	—
Arezzo	1	2	1
Augusta	—	2	—
Bari	3	10	3
Barra	—	5	—
Bassano del Grappa	—	2	—
Bergamo	1	5	1
Bologna	3	12	2
Bolzano	1	6	—
Borgo San Lorenzo	—	2	—
Brescia	2	6	1
Brindisi	1	3	—
Cagliari	2	5	2
Casoria	—	2	—
Carpi	—	2	—
Cassano d'Adda	—	2	—
Castellammare di Stabia	—	3	—
Catania	2	12	1
Cecina	—	2	—
Cesena	—	3	1
Chivasso	—	2	—
Cividale del Friuli	—	2	—
Codogno	—	2	—
Cremona	1	2	1
Crotone	—	3	—
Desio	—	3	—
Dolo	—	2	—
Empoli	—	2	1
Faenza	—	2	1
Fano	—	2	—
Fermo	—	2	1
Fidenza	—	2	—
Firenze	3	12	2
Forlì	1	2	1
Genova	3	15	5
Imola	—	2	1
Lecce	1	5	1
Legnago	—	2	—
Legnano	—	3	—
Livorno	1	4	1
Lugo	—	3	—
Mantova	1	2	1
Marano di Napoli	—	3	—
Messina	1	6	2
Mestre	—	6	—
Milano	5	57	10
Mirandola	—	2	—
Modena	1	3	1
Moncalieri	—	2	—
Monopoli	—	2	—
Monselice	—	2	—
Monsummano Terme	—	2	—
Montecorvino Rovella	—	2	—
Monza	—	5	1
Napoli	6	60	10
Osimo	—	2	—
Padova	1	8	1
Palermo	3	23	5
Pesaro	1	2	—
Piedimonte d'Alife	—	2	1
Pietrasanta	—	2	—
Piombino	—	2	—
Pistoia	1	2	1
Pompei	—	2	—
Pontassieve	—	2	—
Pontedecimo	—	2	—
Pontedera	—	2	—
Prato	—	4	1
Ravenna	1	3	—
Reggio Emilia	1	2	1
Revere	—	2	—
Rho	—	2	—
Rimini	—	4	1
Roma	7	75	15
Salerno	1	5	1
Salò	—	2	—
Sampierdarena	—	3	1
San Benedetto del Tronto	—	2	—
San Donà di Piave	—	2	—
Schio	—	2	—
Senigallia	—	2	—
Sestri Ponente	—	2	—
Siracusa	1	3	1
Soave	—	2	—
Taranto	1	6	2
Terracina	—	2	—
Tivoli	—	3	—
Torino	3	23	4
Trieste	2	8	3
Vicenza	1	3	1
Vittoria	—	2	1
Voltri	—	2	—
(Omissis).			
Totali	124	1583	200

Visto, *il Ministro per la grazia e giustizia*
BOSCO

TABELLA E

TABELLA RIASSUNTIVA DI RIPARTIZIONE
DEL PERSONALE DELLA MAGISTRATURA

CATEGORIA	UFFICI								
	Corte di cassazione	Procura generale presso la Corte di cassazione	Tribunale superiore acque pubbliche	Corti di appello	Procure generali presso le Corti di appello	Tribunali	Procure della Repubblica presso i Tribunali	Preture	TOTALE
Magistrati di cassazione	282	40	1	197	35	12	12	—	579
Magistrati di appello	—	—	—	778	186	531	161	124	1780
Magistrati di tribunale	—	—	—	—	—	2031	559	1583	4173
Uditori:									
con funzioni di vice pretore	—	—	—	—	—	—	—	200	200
senza funzioni	—	—	—	—	—	—	—	—	150
Totali	282	40	1	975	221	2574	732	1907	6882

Visto, *il Ministro per la grazia e giustizia*
BOSCO

TABELLA F

TRIBUNALI AI QUALI SONO ADDETTI MAGISTRATI DI CORTE DI CASSAZIONE IN FUNZIONI DI PRESIDENTI E DI PROCURATORI DELLA REPUBBLICA E MAGISTRATI DI CORTE DI APPELLO IN FUNZIONI DI CONSIGLIERI ISTRUTTORI E DI PROCURATORI AGGIUNTI DELLA REPUBBLICA

SEDI	Magistrati Corte di cassazione		Magistrati Corte di appello	
	Presidente	Procuratore della Repubblica	Consigliere istruttore	Procuratori aggiunti della Repubblica
Bari	1	1	1	1
Bologna	1	1	1	1
Catania	1	1	1	1
Firenze	1	1	1	1
Genova	1	1	1	2
Milano	1	1	1	2
Napoli	1	1	1	2
Palermo	1	1	1	2
Roma	1	1	1	2
Torino	1	1	1	2
Trieste	1	1	1	1
Venezia	1	1	1	1
Totali	12	12	12	18

Visto, *il Ministro per la grazia e giustizia*
BOSCO

DECRETO MINISTERIALE 27 marzo 1963.

Autorizzazione alla Società di assicurazione « Lavoro e Sicurtà », con sede in Milano, ad esercitare le assicurazioni sulla vita, le operazioni di capitalizzazione, le assicurazioni contro i danni nei rami aeronautica, cauzioni, cristalli, grandine, incendio, infortuni, furti, malattie, responsabilità civile auto, responsabilità civile terzi, trasporti, e la riassicurazione negli stessi rami.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private approvato con decreto del Presidente della Repubblica del 13 febbraio 1959, n. 449;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della società per azioni di assicurazioni « Lavoro e Sicurtà », con sede in Milano, intesa ad ottenere l'autorizzazione ad esercitare le assicurazioni sulla vita, le operazioni di capitalizzazione, le assicurazioni contro i danni nei rami aeronautica, cauzioni, cristalli, grandine, incendio, infortuni, malattie, responsabilità civile auto, responsabilità civile terzi, trasporti, e la riassicurazione;

Viste la relazione tecnica e le condizioni di polizza per le assicurazioni sulla vita;

Sentito il parere della Commissione consultiva per le assicurazioni private;

Decreta:

Art. 1.

La Società per azioni di assicurazioni « Lavoro e Sicurtà », con sede in Milano, è autorizzata ad esercitare le assicurazioni sulla vita, le operazioni di capitalizzazione, le assicurazioni contro i danni nei rami aeronautica, cauzioni (in tutte le sue forme), cristalli, grandine, incendio, infortuni, furti, malattie, responsabilità civile auto, responsabilità civile terzi, trasporti, e la riassicurazione negli stessi rami.

Art. 2.

Sono approvate, secondo il testo debitamente autenticato, le seguenti tariffe di assicurazione sulla vita e le condizioni particolari e generali di polizza, presentate dalla società « Lavoro e Sicurtà », con sede in Milano:

1) Tariffa I*a*, relativa all'assicurazione a vita intera, a premio vitalizio, di un capitale pagabile alla morte dell'assicurato, in qualunque momento essa avvenga;

2) Tariffa I*b*, relativa all'assicurazione a vita intera, a premio temporaneo, di capitale pagabile alla morte dell'assicurato in qualunque momento essa avvenga;

3) Tariffa I*d*, relativa all'assicurazione a vita intera, a premi temporanei decrescenti annualmente del 3,50% a cominciare dal 2° anno di assicurazione, di un capitale pagabile alla morte dell'assicurato in qualunque momento essa avvenga;

4) Tariffa III*a*, relativa all'assicurazione temporanea, a premio annuo, di un capitale pagabile alla morte dell'assicurato qualora essa avvenga entro un determinato periodo di tempo;

5) Tariffa III*u*, relativa all'assicurazione temporanea, a premio unico, di un capitale pagabile alla morte dell'assicurato qualora essa avvenga entro un determinato periodo di tempo;

6) Tariffa III*ac*, relativa all'assicurazione temporanea a premio annuo, di un capitale pagabile alla morte dell'assicurato qualora essa avvenga entro un determinato periodo di tempo, complementare di assicurazioni miste e combinate;

7) Tariffa III*ud*, relativa all'assicurazione temporanea, a premio unico, di un capitale decrescente annualmente pagabile alla morte dell'assicurato qualora essa avvenga entro un determinato periodo di tempo;

8) Tariffa III*ad*, relativa all'assicurazione temporanea, a premio annuo, di un capitale decrescente annualmente pagabile alla morte dell'assicurato qualora essa avvenga entro un determinato periodo di tempo;

9) Tariffa VII-MF, relativa all'assicurazione, a premio unico, di una rendita immediata, pagabile finchè è in vita l'assicurato;

10) Tariffa VII/2, relativa all'assicurazione su due teste, a premio unico, di una rendita immediata, pagabile fino al primo decesso;

11) Tariffa VII/2*r*, relativa all'assicurazione su due teste a premio unico, di una rendita immediata, reversibile sulla testa sopravvivente;

12) Tariffa VIII-MF, relativa all'assicurazione, a premio annuo, di una rendita vitalizia differita pagabile da un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita;

13) Tariffa VIII*c*-MF, relativa all'assicurazione, a premio annuo, di una rendita vitalizia differita pagabile da un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita e con la condizione della restituzione dei premi pagati in caso di premorienza;

14) Tariffa XII*a*, relativa all'assicurazione mista, a premio annuo, di un capitale pagabile ad un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita, ovvero, immediatamente, in caso di sua premorienza;

15) Tariffa XIII, relativa all'assicurazione a termine fisso, a premio annuo, di un capitale pagabile ad una epoca prestabilita, sia in vita o no l'assicurato;

16) Tariffa XX, relativa all'assicurazione mista, a premio annuo, di un capitale pagabile ad un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita ovvero, immediatamente, in misura ridotta crescente in proporzione dei premi pagati, in caso di sua premorienza;

17) Tariffa XXXIII, relativa all'assicurazione mista a premio annuo decrescente del 3,50% all'anno a cominciare dal 2° anno di assicurazione, di un capitale pagabile ad un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita, ovvero, immediatamente, in caso di sua premorienza;

18) Tariffa XXXVI, relativa all'assicurazione mista, a premio annuo decrescente del 4% all'anno, a cominciare dal 2° anno di assicurazione, di un capitale pagabile ad un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita, ovvero, immediatamente, in caso di sua premorienza;

19) Tariffa IX Compl., relativa all'assicurazione complementare, a premio annuo, di un capitale pagabile ad un'epoca prestabilita, se l'assicurato sarà allora in vita;

20) Tariffa XXXIII/*b*, relativa all'assicurazione complementare a premio annuo decrescente del 3,50% all'anno a cominciare dal 2° anno di assicurazione, di un capitale pagabile ad un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita;

21) Tariffa XXXVI/*b*, relativa all'assicurazione complementare, a premio annuo decrescente del 4% all'anno a cominciare dal 2° anno di assicurazione di un capitale pagabile ad un'epoca prestabilita se l'assicurato sarà allora in vita;

22) Tariffa I*i*, relativa all'assicurazione di una rendita temporanea, a premio annuo, pagabile in caso d'invalidità totale e permanente, qualora essa si verifichi entro un determinato periodo di tempo;

23) Tariffa relativa all'assicurazione temporanea con scadenza annuale rinnovabile di un capitale pagabile qualora la morte dell'assicurato avvenga entro l'anno di durata contrattuale;

24) Tariffa relativa all'assicurazione temporanea per il caso di morte o di invalidità, con scadenza annuale rinnovabile, di un capitale pagabile qualora la morte o l'invalidità dell'assicurato si verifichino entro l'anno di durata contrattuale;

25) Tariffa relativa all'assicurazione complementare per il pagamento immediato al verificarsi dell'invalidità, del capitale assicurato in caso di morte con le tariffe III*u*, III*a*, III*ud*, III*ad*, a forma temporanea;

26) Valori di opzione per la conversione in capitali delle rendite differite;

27) Valori di opzione per la conversione in rendite dei capitali esigibili a scadenza nelle forme di tipo misto e termine fisso;

28) Condizioni generali e particolari di polizza;

29) Condizioni di polizza per le rendite vitalizie immediate;

30) Condizioni particolari di polizza per le assicurazioni senza visita medica;

31) Condizioni particolari di polizza per l'esenzione dal pagamento dei premi e la corresponsione di una rendita in caso di invalidità totale e permanente;

32) Condizioni particolari di polizza per l'anticipato pagamento, in caso di invalidità totale e permanente, del capitale assicurato in caso di morte;

33) Condizioni particolari per l'aumento periodico del capitale assicurato;

34) Condizioni particolari di polizza per le assicurazioni di gruppo.

Roma, addì 27 marzo 1963

Il Ministro: COLOMBO

(3433)

DECRETO MINISTERIALE 1° aprile 1963.

Autorizzazione alla Banca di Trento e Bolzano, con sede in Trento, ad estendere le operazioni di credito agrario di esercizio nelle provincie di Trento e Bolzano e nel territorio del comune di Cortina d'Ampezzo, in provincia di Belluno.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito, con modificazioni, nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, e le successive modificazioni e integrazioni, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928 e le successive modificazioni e integrazioni;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni e integrazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visti i propri decreti in data 2 gennaio 1953 e 14 agosto 1956, con i quali la Banca di Trento e Bolzano, con sede in Trento, è stata autorizzata a compiere operazioni di credito agrario di esercizio, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, con le norme ed alle condizioni dettate dallo stesso regio decreto-legge e dal relativo regolamento, nel territorio di alcuni Comuni in provincia di Trento e di Bolzano;

Vista la domanda presentata dalla stessa Banca;

Vista la deliberazione adottata dal Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

L'autorizzazione concessa alla Banca di Trento e Bolzano, con sede in Trento, con i propri decreti in data 2 gennaio 1953 e 14 agosto 1956, di che in premessa, è estesa all'intero territorio delle provincie di Trento e di Bolzano, nonchè al territorio del comune di Cortina d'Ampezzo, in provincia di Belluno.

Oltre che nei casi previsti negli articoli 37, terzo comma, e 47, terzo comma, del citato regolamento, la presente autorizzazione e quelle citate in premessa potranno essere revocate, con decreto del Ministro per il tesoro, sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, qualora esse non abbiano dato luogo ad un effettivo sviluppo della speciale attività creditizia da parte della Banca di Trento e Bolzano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 1° aprile 1963

Il Ministro: TREMELLONI

(3008)

DECRETO MINISTERIALE 8 aprile 1963.

Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale « Daljkan » collirio, della ditta Industria terapeutica Splendore, di Napoli. (Decreto di revoca n. 3872/R).

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto in data 27 luglio 1960, con il quale è stata registrata al n. 17.326, a nome della ditta Industria terapeutica Splendore Officina oftalmoterapica Alfa Intes, con sede in Napoli, via Firenze, 24, la specialità medicinale denominata « Daljkan » collirio, preparata nell'officina farmaceutica della ditta stessa;

Considerato che, da un controllo eseguito, la composizione del prodotto è risultata non corrispondente a quella dichiarata (riscontrato il 70% in meno di Kanamicina) per cui ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 1, del regolamento approvato con regio decreto 3 marzo 1927, n. 478;

Sentito il Consiglio superiore di sanità;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della specialità medicinale denominata « Daljkan », collirio, registrata con decreto in data 27 luglio 1960, al n. 17.326, a nome della ditta Industria terapeutica Splendore Officina oftalmoterapica Alfa Intes, di Napoli, e preparata nella officina farmaceutica della ditta stessa.

Il prodotto del quale è revocata la registrazione dovrà essere ritirato dal commercio.

I medici provinciali della Repubblica sono incaricati della esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli Ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni, ed il medico provinciale di Napoli è anche incaricato della notifica alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 aprile 1963

p. *Il Ministro*: SANTERO

(3020)

DECRETO MINISTERIALE 8 aprile 1963.

Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale « Salbiolo », fiale 1° grado, tipo chino-iodato, della ditta Istituto Neoterapico Italiano, con sede in Bologna. (Decreto di revoca n. 3875/R).

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto in data 26 maggio 1950, con il quale è stata registrata al n. 3433, a nome della ditta Istituto Neoterapico Italiano, con sede in Bologna, via delle Fragole n. 49, la categoria fiale da 2 cc. di 1° grado, tipo chino-iodato della specialità medicinale denominata « Salbiolo », preparata nell'officina farmaceutica della ditta stessa,

Considerato che, da un controllo eseguito, la composizione della categoria predetta è risultata non corrispondente a quella dichiarata (trovato gr. 0,038 di bismuto metallico, invece di gr. 0,060), per cui ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 1, del regolamento approvato con regio decreto 3 marzo 1927, n. 478;

Sentito il Consiglio superiore di sanità;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della specialità medicinale denominata « Salbiolo », limitatamente alla categoria fiale da 2 cc., di 1° grado, tipo chino-iodato, registrata con decreto in data 26 maggio 1950, al n. 3433, a nome della ditta Istituto Neoterapico Italiano di Bologna, e preparata nell'officina farmaceutica della ditta stessa.

Il prodotto del quale è revocata la registrazione dovrà essere ritirato dal commercio.

I medici provinciali della Repubblica sono incaricati della esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli Ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni, ed il medico provinciale di Bologna è anche incaricato della notifica alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 aprile 1963

p. *Il Ministro*: SANTERO

(3018)

DECRETO MINISTERIALE 8 aprile 1963.

Modifiche nel Comitato provinciale per il collocamento e l'assistenza della manodopera addetta alla raccolta stagionale delle olive nella provincia di Napoli.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 novembre 1960, n. 1894, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 82 del 1° aprile 1961, che prevede la costituzione di distinti Comitati provinciali per il collocamento e l'assistenza della manodopera addetta alla raccolta stagionale delle olive nel Lazio, nella Campania, nella Basilicata, nelle Puglie e nella Calabria.

Visto il decreto ministeriale 1° luglio 1961 con cui è stato costituito per il triennio 1° luglio 1961-30 giugno 1964 presso l'Ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Napoli, il Comitato provinciale per il collocamento e l'assistenza della manodopera addetta alla raccolta stagionale delle olive nella provincia di Napoli;

Visto il decreto ministeriale 14 maggio 1962, registrato alla Corte dei conti il 14 giugno 1962, registro n. 4, foglio n. 126, con cui sono stati istituiti in Napoli un Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione ed un Ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione;

Ritenuto opportuno provvedere alla modifica del Comitato costituito con il citato decreto ministeriale 1° luglio 1961;

Decreta:

Art. 1.

A decorrere dalla data del presente decreto il Comitato provinciale per il collocamento e l'assistenza della manodopera addetta alla raccolta stagionale delle olive nella provincia di Napoli, costituito con decreto ministeriale 1° luglio 1961, per le competenze di cui all'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica citato in narrativa, ha sede presso l'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Napoli ed è presieduto dal direttore dell'Ufficio stesso.

Art. 2.

Per le competenze regionali di cui all'art. 9 del decreto del Presidente della Repubblica 27 novembre 1960, n. 1894, il suddetto Comitato, integrato dai dirigenti in carica di tutti gli Ispettorati del lavoro e degli Uffici provinciali del lavoro e della massima occupazione della Regione, è presieduto dal direttore dell'Ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Napoli ed ha sede presso lo stesso Ufficio regionale.

Art. 3.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 aprile 1963

Il Ministro: BERTINELLI

(3227)

DECRETO MINISTERIALE 8 aprile 1963.

Revoca dell'autorizzazione alla produzione ed al commercio della specialità medicinale « Enterofagos » fiale, e categoria « Enterofagos PP » fiale, della ditta Laboratorio di chimica medica e dell'Antipiol, con sede in Torino. (Decreto di revoca n. 3873/R).

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il decreto in data 27 gennaio 1950, con il quale sono state registrate al n. 2901, a nome della ditta Laboratorio di chimica medica e dell'Antipiol, con sede in Torino, via Lodovica, 19, la specialità medicinale denominata Enterofagos fiale 10 × 2 cc. e la relativa categoria Enterofagos PP fiale 10 × 5 cc., preparata nell'officina farmaceutica della ditta stessa;

Considerato che, da un controllo eseguito, la composizione del prodotto è risultata non corrispondente a quella dichiarata (il prodotto è risultato inattivo), per cui ricorre l'applicazione dell'art. 27, n. 1, del regolamento approvato con regio decreto 3 marzo 1927, numero 478;

Sentito il Consiglio superiore di sanità;

Visti gli articoli 164 e 175 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

E' revocata la registrazione della specialità medicinale denominata Enterofagos fiale 10 × 2 cc. e della relativa categoria Enterofagos PP fiale 10 × 5 cc., registrate con decreto in data 27 gennaio 1950, al n. 2901, a nome della ditta Laboratorio di chimica medica e dell'Antipiol di Torino e preparata nell'officina farmaceutica della ditta stessa.

Il prodotto del quale è revocata la registrazione dovrà essere ritirato dal commercio.

I medici provinciali della Repubblica sono incaricati della esecuzione del presente decreto, da comunicarsi agli Ordini dei medici e dei farmacisti delle rispettive circoscrizioni, ed il medico provinciale di Torino è anche incaricato della notifica alla ditta interessata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 aprile 1963

p. *Il Ministro*: SANTERO

(3019)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Alessano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963 il comune di Alessano (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.200.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3201)

Autorizzazione al comune di Sgurgola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Sgurgola (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.810.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3206)

Autorizzazione al comune di Serra Sant'Abbondio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Serra Sant'Abbondio (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.590.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3208)

Autorizzazione al comune di Sant'Elia Fiume Rapido ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Sant'Elia Fiume Rapido (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.000.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3212)

Autorizzazione al comune di Sant'Ambrogio sul Garigliano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Sant'Ambrogio sul Garigliano (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.363.800 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3214)

Autorizzazione al comune di Caprino Veronese ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 3 aprile 1963, il comune di Caprino Veronese (Verona), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 10.000.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3217)

Autorizzazione al comune di Sant'Agata Feltria ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Sant'Agata Feltria (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 42.190.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3220)

Autorizzazione al comune di Supino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Supino (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 14.700.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3207)

Autorizzazione al comune di Sassofeltrio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Sassofeltrio (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.060.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3209)

Autorizzazione al comune di Saltara ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Saltara (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 16.600.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3210)

Autorizzazione al comune di Sassocorvaro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Sassocorvaro (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 37.800.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3211)

Autorizzazione al comune di Vallemaio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Vallemaio (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 1.500.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3213)

Autorizzazione al comune di San Costanzo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di San Costanzo (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 25.440.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3215)

Autorizzazione al comune di Sant'Angelo in Lizzola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Sant'Angelo in Lizzola (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 19.650.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3221)

Autorizzazione al comune di Vestenanova ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 3 aprile 1963, il comune di Vestenanova (Verona), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.000.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3216)

Autorizzazione al comune di Fumane ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 3 aprile 1963, il comune di Fumane (Verona), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.000.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3218)

Autorizzazione al comune di Cerro Veronese ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 3 aprile 1963, il comune di Cerro Veronese (Verona), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.700.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3219)

Autorizzazione al comune di Sant'Angelo in Vado ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Sant'Angelo in Vado (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 36.940.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3222)

Autorizzazione al comune di San Lorenzo in Campo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di San Lorenzo in Campo (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 22.100.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3224)

Autorizzazione al comune di Sant'Ippolito ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Sant'Ippolito (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.340.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3223)

Autorizzazione al comune di San Giorgio di Pesaro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il Comune di San Giorgio di Pesaro (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 14.440.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3226)

Autorizzazione al comune di San Leo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di San Leo (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 40.900.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3225)

Autorizzazione al comune di San Nicola da Crissa ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di San Nicola da Crissa (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.330.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3241)

Autorizzazione al comune di San Cesario di Lecce ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di San Cesario di Lecce (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 17.100.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3242)

Autorizzazione al comune di Giuggianello ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Giuggianello (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3243)

Autorizzazione al comune di Ortelle ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 6 aprile 1963, il comune di Ortelle (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.200.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3244)

Autorizzazione al comune di Palmariggi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Palmariggi (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.600.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3245)

Autorizzazione al comune di Otranto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Otranto (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 21.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3246)

Autorizzazione al comune di San Mauro Marchesato ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di San Mauro Marchesato (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 11.550.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3247)

Autorizzazione al comune di San Mango d'Aquino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di San Mango d'Aquino (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.900.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3248)

Autorizzazione al comune di Bagnolo del Salento ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Bagnolo del Salento (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3249)

Autorizzazione al comune di Uggiano la Chiesa ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Uggiano la Chiesa (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3250)

Autorizzazione al comune di Zollino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Zollino (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 16.950.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3251)

Autorizzazione al comune di Melissano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Melissano (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3252)

Autorizzazione al comune di Melendugno ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Melendugno (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.900.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3253)

Autorizzazione al comune di Salve ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Salve (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3254)

Autorizzazione al comune di Calimera ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Calimera (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 39.649.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3255)

Autorizzazione al comune di Squinzano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Squinzano (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 106.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3256)

Autorizzazione al comune di Ruffano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Ruffano (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.100.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3257)

Autorizzazione al comune di Poggiardo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Poggiardo (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 30.700.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3258)

Autorizzazione al comune di Copertino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Copertino (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 93.700.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3259)

Autorizzazione al comune di Arnesano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Arnesano (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.700.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3260)

Autorizzazione al comune di Tricase ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Tricase (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 34.800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3261)

Autorizzazione al comune di Taurisano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Taurisano (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3262)

Autorizzazione al comune di Supersano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Supersano (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.800.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3263)

Autorizzazione al comune di San Donato di Lecce ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di San Donato di Lecce (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 21.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3264)

Autorizzazione al comune di Surano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Surano (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.900.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3265)

Avviso di rettifica

A rettifica della pubblicazione riportata a pag. 1833 della *Gazzetta Ufficiale* n. 93 del 6 aprile 1963, si chiarisce che il mutuo di L. 15.000.000 — a pareggio del bilancio 1962 — deve intendersi autorizzato a favore del comune di Selargius (Cagliari), anzichè di quello di Selarguis (Cagliari).

(3381)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Smarrimento dei marchi d'identificazione per metalli preziosi « 34-NA »

Ai sensi dell'art. 30 del regolamento per la disciplina dei titoli dei metalli preziosi, approvato con regio decreto-legge 27 dicembre 1934, n. 2393, si rende noto lo smarrimento di sette marchi di identificazione per i metalli predetti, contrassegnati col numero « 34-NA », da parte della ditta Martucci Vincenzo, con sede in Napoli, via Liborio Romano n. 3.

Si diffidano gli eventuali detentori dei sette marchi suddetti a restituirli all'Ufficio metrico provinciale di Napoli.

(3036)

Spostamento del periodo di svolgimento della « III Mostra delle apparecchiature chimiche » di Roma

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Roma, con nota del 3 aprile 1963, n. 12146, ha comunicato che la « III Mostra delle apparecchiature chimiche » avrà luogo in Roma, con carattere nazionale, dal 31 ottobre al 10 novembre 1963, anzichè dal 5 al 13 ottobre 1963, come precedentemente programmato.

(3038)

Spostamento del periodo di svolgimento della « V Mostra piemontese del mobile e dell'arredamento » di Torino

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Torino con nota del 29 marzo 1963, n. 9645, ha comunicato che la « V Mostra piemontese del mobile e dell'arredamento » avrà luogo in Torino dal 20 aprile al 5 maggio 1963, anzichè dal 16 al 31 marzo 1963, come precedentemente programmato.

(3037)

MINISTERO DELLE FINANZE

AZIENDA MONOPOLIO BANANE

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 28 gennaio 1963, registrato alla Corte dei conti in data 6 aprile 1963, registro n. 12 Finanze, foglio n. 169, è stato respinto il ricorso straordinario presentato dal sig. Pericle Martelli avverso il regolamento per la vendita all'ingrosso delle banane approvato con decreto del Presidente della Repubblica 2 settembre 1959, n. 1207.

(3039)

MINISTERO DELLA SANITA'

Elenco ufficiale delle officine farmaceutiche produttrici di specialità medicinali autorizzate dal 1° gennaio al 31 marzo 1963

Numero d'ordine	Comune e sede dell'officina	Nome della ditta	Produzione autorizzata	Estremi del provvedimento	NOTE
1	Bari, viale Imperatore Traiano, n. 17-a	Industria Farmaceutica Collegiale dei Farmacisti di Puglie e Lucania	Specialità med. chimiche	Decreto n. 3041 del 29 gennaio 1963	—
2	Milano, viale Abruzzi, 32	Dott. P. Astier	Specialità med. chimiche in confetti e supposte	Decreto n. 3025 del 16 gennaio 1963	—
3	Milano, via Teano, 2/4	Disalgyl	Specialità med. chimiche e biologiche	Decreto n. 3030 del 16 gennaio 1963	Trasferimento da Milano, via Zuretti, 50
4	Milano, via Trivulzio, 18	Archifar	Specialità med. biologiche	Decreto n. 3033 del 16 gennaio 1963	—
5	Cinisello Balsamo (Milano), via dei Lavoratori	Lab. Prodotti Biologici Braglia	Specialità med. chimiche e biologiche	Decreto n. 3050 del 4 marzo 1963	Trasferimento da Milano, via Vittoria Colonna, 11
6	Milano, D'Alviano, 73	Azienda Farmaceutica Italiana	Specialità med. biologiche contenenti vaccini per uso veterinario	Decreto n. 3053 del 29 marzo 1963	—
7	Napoli, via Firenze, 24	Industria Terapeutica Splendore	Specialità med. biologiche in soluzioni, pomate e supposte	Decreto n. 3049 del 8 marzo 1963	—
8	Roma, via Antonio Tempesta, 231	Fabbrica Romana Prodotti Chimici	Specialità med. chimiche e biologiche	Decreto n. 3051 del 4 marzo 1963	Trasferimento da Roma, via Giuseppe Marchi
9	Torino, corso Trapani, 7-b	PAS	Specialità med. chimiche e biologiche	Decreto n. 3045 del 29 gennaio 1963	—
10	Reana del Rojale (Udine), via Vittorio Veneto	NIMSA Nord Italiana Medicinali	Specialità med. chimica: Sciroppo Paoli	Decreto n. 3040 del 16 gennaio 1963	—
11	Mestre (Venezia), via Portorose, 18	Pioral	Specialità med. chimiche in polveri, fiale, pillole, sciroppi e soluzioni in genere	Decreto n. 3031 del 16 gennaio 1963	Trasferimento da Venezia, S. Croce, 1773

(2613)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 79

Corso dei cambi del 24 aprile 1963 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	621,09	621 —	620,97	620,99	620,95	621,09	621 —	621,10	621,07	621 —
$ Can.	576,90	576,90	576,75	576,80	575,50	576,83	576,90	576,85	576,80	576,75
Fr. Sv.	143,48	143,44	143,475	143,415	143,45	143,48	143,44	143,45	143,48	143,45
Kr. D.	90,02	89,98	89,99	89,99	90 —	90 —	90 —	90,02	90,01	90 —
Kr. N.	86,95	86,98	86,91	86,95	87 —	86,96	86,96	87 —	86,95	86,95
Kr. Sv.	119,60	119,58	119,55	119,55	119,60	119,60	119,57	119,60	119,60	119,60
Fol.	172,86	172,85	172,81	172,835	172,80	172,87	172,835	172,875	172,87	172,85
Fr. B.	12,46	12,46	12,4550	12,45875	12,4575	12,46	12,46	12,45	12,45	12,46
Franco francese	126,76	126,75	126,74	126,735	126,80	126,75	126,735	126,75	126,75	126,70
Lst.	1739,73	1739,15	1739,15	1739,025	1738,75	1739,27	1739,10	1739,45	1739,35	1739 —
Dm. occ.	155,60	155,59	155,58	155,58	155,55	155,63	155,59	155,60	155,62	155,55
Scell. Austr.	24,04	24,03	24,05	24,03875	24 —	24,04	24,04	24,05	24,03	24,035
Escudo Port.	21,68	21,68	21,72	21,68	21,70	21,70	21,6825	21,71	21,71	21,70

Media dei titoli del 24 aprile 1963

Rendita 5 % 1935	106,225
Redimibile 3,50 % 1934	93,30
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	89.25
Id. 5 % (Ricostruzione)	100,40
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99,65
Id. 5 % (Città di Trieste)	100,675
Id. 5 % (Beni Esteri)	99,65
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1964)	100,45
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1965)	101.85
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	102,725
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	102.45
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	102,65
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	103.65
Id. 5 % (» 1° gennaio 1971)	103.675
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	101,95

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 24 aprile 1963

1 Dollaro USA	620.995
1 Dollaro canadese	57,685
1 Franco svizzero	143,427
1 Corona danese	89,995
1 Corona norvegese	86,955
1 Corona svedese	119,56
1 Fiorino olandese	172,835
1 Franco belga	124,59
1 Franco francese	126.735
1 Lira sterlina	1739.062
1 Marco germanico	155,585
1 Scellino austriaco	24.039
1 Escudo Port.	21,681

MINISTERO DEL TESORO

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 5 gennaio 1963, registrato alla Corte dei conti il 13 marzo 1963, registro n. 8 Tesoro, foglio n. 198, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario proposto, in data 30 luglio 1960 dal signor Bertolini Vittorio, elettivamente domiciliato in Rovigo, via Nino Bedendo n. 20-D presso il sig. Carità Antonio, avverso il decreto ministeriale n. 1407508 in data 5 luglio 1954 del Ministero del tesoro, con il quale venne negato al ricorrente il diritto a trattamento pensionistico di guerra.

(2783)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Conferma nella carica del presidente e del vice presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della Valle d'Aosta.

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 4598 in data 11 aprile 1963 i sigg. avv. Alberto Tubere e cav. Faustino Vuillermoz sono stati confermati, rispettivamente, nella carica di presidente e vice presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della Valle d'Aosta.

(3451)

ISIITUTO DI CREDITO PER LE IMPRESE DI PUBBLICA UTILITÀ

Avviso riguardante il sorteggio, per il rimborso, di titoli rappresentanti obbligazioni 5,50 % Serie ordinaria

Si notifica che il giorno 15 maggio 1963, con inizio alle ore 9, presso la sede dell'Istituto di credito per le imprese di pubblica utilità, via Quintino Sella n. 2, Roma, si procederà

in ordine alle obbligazioni 5,50 % *Serie ordinaria*:

alla estrazione a sorte di:

n. 2.162 titoli di L. 12.500;
» 2.667 titoli di » 25.000;
» 10.073 titoli di » 50.000;
» 6.473 titoli di » 500.000;
» 428 titoli di » 1.000.000;

in totale n. 21.803 titoli per il complessivo valore nominale di L. 4.261.850.000.

Alle suddette operazioni potrà assistere il pubblico.

Con successiva notificazione saranno pubblicati i numeri dei titoli sorteggiati.

Roma, addì 22 aprile 1963

Il presidente: ODORIZZI

(3643)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria del concorso al posto di segretario generale di 1ª classe vacante nella provincia di Terni

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 7 gennaio 1963 per il conferimento del posto di segretario generale di 1ª classe vacante nella provincia di Terni (classe 1ª);

Visto il decreto ministeriale in data 30 marzo 1963, con il quale venne costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Viste le leggi 8 giugno 1962, n. 604; 9 agosto 1954, n. 748; 27 giugno 1942, n. 851; ed il regio decreto 21 marzo 1929, n. 371;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 1ª classe vacante nella provincia di Terni, nell'ordine appresso indicato:

1. Marchica dott. Gaetano	punti	87,36	su 132
2. Menduni dott. Attilio	»	84,86	»
3. Gaetti dott. Giuseppe	»	83,95	»
4. De Palo dott. Vittorio	»	82,50	»
5. Verghetti dott. Pietro	»	80,27	»
6. Messina dott. Francesco, art. 4, legge 9 agosto 1954, n. 748	»	78,77	»
7. Di Palma dott. Leucio	»	78,77	»
8. Cappelletti dott. Rocco	»	76,27	»
9. Panza dott. Filomeno Fiore	»	75,68	»
10. Pasqualis dott. Marcello	»	73,09	»
11. Di Santo Angelo	»	72 —	»
12. Molinari dott. Ludovico	»	69.60	»
13. Viani dott. Francesco	»	61,50	»
14. Napolino dott. Francesco	»	61,18	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 aprile 1963

p. *Il Ministro*: BISORI

(3235)

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Aumento dei posti e proroga dei termini dei concorsi, per titoli e per esami, per la nomina nei ruoli speciali in servizio permanente effettivo dei Corpi di commissariato marina militare delle capitanerie di porto (Gazzetta Ufficiale n 50, del 21 febbraio 1963).

IL MINISTRO PER LA DIFESA
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Visto il decreto del Ministro per la difesa di concerto con il Ministro per la marina mercantile in data 2 gennaio 1963, registrato alla Corte dei conti il 14 febbraio 1963, registro n. 19 difesa-Marina, foglio n. 57, con cui sono stati indetti — tra gli altri — i concorsi, per titoli e per esami, per la nomina di un sottotenente commissario in s.p.e. ruolo speciale, e di un sottotenente di porto in s.p.e. ruolo speciale;

Vista la legge 18 febbraio 1963, n. 165, sul riordinamento dei ruoli degli ufficiali in servizio permanente effettivo della Marina militare, con cui, tra l'altro, sono stati ampliati gli organici degli ufficiali inferiori dei ruoli speciali in servizio permanente effettivo dei Corpi di commissariato militare marittimo e della capitaneria di porto;

Constatato che per esigenze dell'Amministrazione si rende necessario in relazione ai nuovi organici, aumentare solo per i predetti Corpi i posti messi a concorso con il decreto interministeriale 2 gennaio 1963, sopracitato;

Ritenuta, quindi, l'opportunità di prorogare i termini di presentazione delle domande di ammissione ai due concorsi in questione;

Decreta:

Art. 1.

Il numero dei posti messi a concorso per la nomina a sottotenente in s.p.e. nei ruoli speciali dei Corpi di commissariato militare marittimo e delle capitanerie di porto, di cui al decreto interministeriale in data 2 gennaio 1963, citato nelle premesse del presente decreto è elevato per ciascun Corpo a sei.

Art. 2.

I termini fissati nel decreto interministeriale 2 gennaio 1963 per la presentazione delle domande di ammissione ai concorsi, per titoli e per esami, per la nomina a sottotenente in s.p.e. ruolo speciale, dei Corpi di commissariato militare marittimo e delle capitanerie di porto, sono prorogati sino al 10 agosto 1963.

Art. 3.

Restano salvi i diritti di coloro che hanno già presentato domanda di partecipazione ai concorsi suddetti.

Il presente decreto sarà pubblicato alla Corte dei conti per la registrazione e successivamente sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 26 marzo 1963

Il Ministro: ANDREOTTI

Il Ministro per la marina mercantile: MACRELLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 aprile 1963
Registro n. 35 difesa-Marina, foglio n. 204. — MANAI

(3417)

MINISTERO DELLE FINANZE

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria generale di merito dei vincitori e degli idonei del concorso per esami a novanta posti di applicato aggiunto in prova nel ruolo della carriera del personale esecutivo della Amministrazione provinciale delle imposte dirette, riservato al personale non di ruolo e dei ruoli aggiunti in servizio presso le Amministrazioni dello Stato.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si dà notizia che il supplemento straordinario n. 8 al Bollettino ufficiale n. 3 del mese di marzo 1963 del Ministero delle finanze, ha pubblicato in data 18 marzo 1963 il decreto ministeriale 15 novembre 1962, registrato alla Corte dei conti il 1º febbraio 1963, registro n. 4 Finanze, foglio n. 167 che approva la graduatoria generale di merito, dei vincitori e degli idonei, del concorso per esami a novanta posti di applicato aggiunto in prova nel ruolo della carriera del personale esecutivo dell'Amministrazione provinciale delle imposte dirette indetto con decreto ministeriale 8 marzo 1961, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 133 del 31 maggio 1961.

(3237)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avviso relativo alla pubblicazione della relazione della Commissione giudicatrice e della graduatoria del concorso a cinque posti di elettricista di 2ª categoria nel ruolo degli operai permanenti dell'Amministrazione delle antichità e belle arti.

Nel Bollettino ufficiale n. 10, parte II, del 7 marzo 1963 del Ministero della pubblica istruzione è stata pubblicata la relazione della Commissione giudicatrice e la graduatoria del concorso a cinque posti di elettricista di 2ª categoria nel ruolo degli operai permanenti dell'Amministrazione delle antichità e belle arti, bandito con decreto ministeriale 2 febbraio 1960.

(3238)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI PALERMO

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Palermo.

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il decreto del veterinario provinciale n. 311 del 12 gennaio 1963, col quale è stato indetto pubblico concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Palermo al 30 novembre 1962;

Ritenuta la necessità di provvedere alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso stesso;

Visto l'art. 47 del regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visti gli articoli 12 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854 relativo al decentramento dei servizi dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296, istitutiva del Ministero della sanità;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento delle condotte veterinarie vacanti nella provincia di Palermo al 30 novembre 1962 di cui alle premesse, è costituita come segue:

Presidente:

Giorgianni dott. Franco, vice prefetto vicario.

Componenti:

Carra dott. Litterio, veterinario provinciale;

Montemagno prof. dott. Francesco, docente in clinica medica veterinaria;

Mirri prof. dott. Adelmo, docente in igiene e polizia sanitaria veterinaria;

Cataldo dott. Francesco, veterinario condotto.

Segretario:

Mancuso dott. Salvatore, direttore di sezione della prefettura di Palermo.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, ed avrà sede in Palermo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nella «Gazzetta Ufficiale della Regione siciliana» e, per otto giorni, all'albo della Prefettura e dell'Ufficio del veterinario provinciale di Palermo.

Palermo, addì 9 aprile 1963

Il veterinario provinciale: CARRA

(3050)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI GROSSETO

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso ad un posto di ufficiale sanitario vacante nella provincia di Grosseto.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 850 del 6 febbraio 1962, con il quale è stato indetto pubblico concorso per titoli ed esami per il conferimento del posto di ufficiale sanitario del Consorzio di vigilanza igienica e profilassi tra i comuni di Manciano, Magliano in Toscana e Scansano;

Viste le proposte formulate dall'Ordine dei medici della provincia di Grosseto e dal Consorzio predetto;

Visto l'art. 36 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visti gli articoli 8 e 9 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visti gli articoli 5 e 6 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso in premessa indicato è costituita come segue:

Presidente:

Maninchedda dott. Beniamino, vice prefetto.

Componenti:

Politano dott. Angelo, ispettore generale medico;

Rita dott. Geo, docente universitario in igiene;

Bassi dott. Mariano, docente universitario in patologia speciale medica;

Biagioli dott. Giuseppe, ufficiale sanitario del Consorzio di vigilanza igienica fra i comuni di Massa Marittima e Montieri.

Eserciterà le funzioni di segretario il dott. Marcello Vecoli, consigliere di 3ª classe del Ministero della sanità.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, ed avrà la sua sede in Grosseto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'Ufficio del medico provinciale di Grosseto.

Grosseto, addì 10 aprile 1963

Il medico provinciale: A. POLITANO

(3394)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI PESCARA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Pescara.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 8891 del 30 dicembre 1960, con il quale è stato indetto il concorso per titoli ed esami a posti di ufficiale sanitario nei comuni di Penne e di Città Sant'Angelo, vacanti al 30 novembre 1960;

Visto l'art. 8 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296, istitutiva del Ministero della sanità;

Viste le designazioni del Consiglio dell'Ordine provinciale dei medici e quelle dei Comuni interessati;

Decreta:

La Commissione esaminatrice del suindicato concorso è composta come segue:

Presidente:

Ferrante dott. Oscar, vice prefetto.

Componenti:

Franco dott. Pasquale, ispettore generale medico;

del Vecchio prof. dott. Vittorio, docente in igiene;

D'Ignazio prof. dott. Camillo, docente in clinica medica;

Castiglione dott. Lanfranco, ufficiale sanitario di Pescara.

Segretario:

Sabella dott. Alfredo, direttore di sezione.

La Commissione esaminatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Le prove di esami avranno luogo in Roma.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio dell'Ufficio del medico provinciale di Pescara e dei comuni di Penne e di Città Sant'Angelo.

Pescara, addì 10 aprile 1963

Il medico provinciale: FRANCO

(3051)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI AVELLINO

Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Avellino.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visti i propri decreti n. 954 e 955 del 1° marzo, con i quali veniva approvata la graduatoria e nominate le vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta, vacanti in provincia di Avellino al 30 novembre 1961;

Visto che la candidata Lucchesi Emilia, assegnata al posto del comune di Scampitella, debitamente invitata con lettera raccomandata con avviso di ricevimento, entro il termine dei quindici giorni assegnatole;

Considerato che occorre procedere alla nomina della candidata dichiarata idonea che segue immediatamente nella graduatoria ed ha indicata la sede di Scampitella in ordine di preferenza;

Visti gli artt. 26 e 56 del regolamento dei Concorsi a posti di sanitari condotti addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

L'ostetrica Palmieri Vincenza è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica del comune di Scampitella.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'Ufficio del medico provinciale di Avellino e del comune di Scampitella.

Avellino, addì 2 aprile 1963

Il medico provinciale: RAIMONDI

(2793)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI CUNEO

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Cuneo

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 515 Med. in data 13 marzo 1962, con il quale veniva indetto un pubblico concorso per titoli ed esami a sei posti di medico condotto vacanti in provincia di Cuneo al 30 novembre 1961;

Visto il proprio decreto n. 2558 Med. in data 28 dicembre 1962, con il quale veniva costituita la Commissione giudicatrice del concorso;

Visti i verbali dei lavori e la graduatoria formulata dalla Commissione, è riscontratane la regolarità;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, nonchè gli articoli 23 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296, istitutiva del Ministero della sanità;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei concorrenti risultati idonei al concorso per i posti di medico condotto vacanti in provincia di Cuneo al 30 novembre 1961:

1. Malandrino Salvatore	punti 58,121	su 100
2. Bovolo Carlo	» 54,640	»
3. Lo Russo Antonio	» 51,627	»
4. Agliardi Manlio	» 51,485	»
5. Sereno Aldo	» 51,354	»
6. Bruno Giovanni	» 49,858	»
7. Ferrero Maurizio	» 49,703	»
8. Bo Vittorio	» 49,636	»
9. Dardo Giuseppe	» 48,976	»
10. Giusta Piero	» 48,930	»
11. Rossi Giusto	» 48,809	»
12. Delmonte Riccardo	» 48,658	»
13. Bassignana Ercole	» 48,163	»
14. Abbate Fiorenzo	» 47,954	»
15. Vallese Pietro	punti 47,745	su 100
16. Boggione Giovanni	» 47,590	»
17. Franco Filippo	» 47,519	»
18. Gardin Michele	» 47,381	»
19. Canta Guido	» 47,145	»
20. Gonella Vittorio	» 47,136	»
21. Donadei Gianfranco	» 46,954	»
22. Boero Guido	» 46,590	»
23. Musso Emanuele	» 46,285	»
24. Dotta Giacomo	» 46 —	»
25. Gallo Battista	» 45,863	»
26. Massobrio Francesco	» 45,885	»
27. Mina Pier Luigi	» 45,427	»
28. Bertalero Pietro	» 45,372	»
29. Picedi Giuseppe	» 45,327	»
30. Comba Terenzio	» 44,881	»
31. Ghinamo Giovanni	» 44,840	»
32. Merlino Antonio	» 44,681	»
33. Vergnano Enzo	» 44,636	»
34. Olivero Aldo	» 44,521	»
35. Ricca Silvio	» 44,500	»
36. Rulfi Domenico	» 44,476	»
37. Manfredi Giuseppe	» 44,112	»
38. Rivarolo Feliciano	» 43,930	»
39. Gondolo Antonio	» 43,881	»
40. Rustichelli Giuseppe	» 43,863	»
41. Giraudi Giovanni	» 43,503	»
42. Succi Giovanni	» 42,830	»
43. Murabito Giuseppe	» 42,703	»
44. Chialva Sergio	» 41,203	»

Il presente decreto a norma dell'art. 23 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia e, verrà pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura di Cuneo e dei Comuni interessati.

Cuneo, addì 4 aprile 1963

Il medico provinciale: LOMBARDI

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto in data 4 aprile 1963, n. 567, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei al concorso per i posti di medico condotto vacanti nella provincia di Cuneo al 30 novembre 1961;

Viste le preferenze espresse per le sedi ammesse a concorso dei concorrenti dichiarati idonei secondo l'ordine della graduatoria;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1954, n. 1265, e gli articoli 23 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296, istitutiva del Ministero della sanità;

Decreta:

I seguenti medici sono dichiarati vincitori del concorso ai posti di medico condotto vacanti nella provincia di Cuneo al 30 novembre 1961, per la sede indicata a fianco di ciascuno:

1) Malandrino Salvatore: condotta comunale (1ª condotta) Fossano;

2) Bovolo Carlo: condotta comunale (2ª condotta) Cavallermaggiore;

3) Lo Russo Antonio: condotta comunale Pocapaglia;

4) Agliardi Manlio: condotta comunale Lagnasco;

5) Sereno Aldo: condotta comunale Valdieri;

6) Bruno Giovanni: condotta consorziale Bellino-Pontechianale Casteldelfino.

Il presente decreto a norma dell'art. 23 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della provincia di Cuneo, e verrà pubblicato per otto giorni consecutivi, all'albo dell'Ufficio del medico provinciale e dei Comuni interessati.

Le Amministrazioni dei Comuni e dei Consorzi medici interessati, scaduto il sopraindicato termine di pubblicazione, provvederanno subito alla nomina dei medici dichiarati vincitori delle rispettive condotte.

Cuneo, addì 5 aprile 1963

Il medico provinciale: LOMBARDI

(2713)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI BOLOGNA

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Bologna

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 13373/925 in data 15 dicembre 1962, con cui è stata approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei al concorso per titoli e per esami a posti di ufficiale sanitario di vigilanza egienica e di profilassi, bandito con decreto n. 8950/679 in data 4 dicembre 1961;

Visto il decreto n. 13374/926, in data 15 dicembre 1962, con cui sono stati nominati ufficiali sanitari i candidati vincitori del concorso stesso;

Visti i decreti n. 1735/961 del 20 febbraio 1963 e n. 3307/1013 del 2 aprile 1963, con cui, rispettivamente, i dottori Romano Giancarlo e Frangipane Renzo sono stati dichiarati rinunciatari per non avere assunto servizio nei termini prescritti;

Considerato che il posto di ufficiale sanitario del Consorzio di vigilanza igienica e di profilassi fra i comuni di San Lazzaro di Savena, Ozzano dell'Emilia, Castenaso, Monterenzio e Amministrazione provinciale di Bologna è rimasto vacante e disponibile;

Esaminate le domande dei concorrenti per quanto concerne la indicazione delle sedi per le quali, secondo l'ordine di preferenza, intesero concorrere;

Visti gli articoli 34 e 36 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, nonchè gli articoli 23, 24, 25 e seguenti del regolamento, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Il dott. Franci Aroldo è nominato ufficiale sanitario del Consorzio di vigilanza igienica e di profilassi fra i comuni di San Lazzaro di Savena, Ozzano dell'Emilia, Castenaso, Monterenzio e Amministrazione provinciale di Bologna: comune capo consorzio: San Lazzaro di Savena.

La nomina è fatta in via di esperimento per un biennio.

Il predetto ufficiale sanitario dovrà assumere servizio entro il termine di trenta giorni dalla comunicazione della nomina. Non assumendo servizio entro il predetto termine, senza giustificato motivo, sarà dichiarato rinunciatario.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'Ufficio, a quello dei Comuni componenti il Consorzio ed all'albo dell'Amministrazione provinciale di Bologna.

Il sindaco del comune di San Lazzaro di Savena, nella sua qualità di presidente del Consorzio, è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Bologna, addì 3 aprile 1963

p. *Il medico provinciale*: ZURETTI

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 13373/925 in data 15 dicembre 1962, con cui è stata approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei al concorso per titoli e per esami a posti di ufficiale sanitario di vigilanza igienica e di profilassi, bandito con decreto n. 8950/679 in data 4 dicembre 1961;

Visto il decreto n. 13374/926, in data 15 dicembre 1962, con cui sono stati nominati ufficiali sanitari i candidati vincitori del concorso stesso;

Visti i decreti n. 1266/960 del 20 febbraio 1963 e n. 3261 del 2 aprile 1963 con cui, rispettivamente, i dottori Frangipane Renzo e Franci Aroldo sono stati dichiarati rinunciatari per non avere assunto servizio nei termini prescritti;

Considerato che il posto di ufficiale sanitario del Consorzio di vigilanza igienica e di profilassi fra i comuni di Fontanelice, Borgo Tossignano, Casalfiumanese, Castel del Rio e Amministrazione provinciale di Bologna è rimasto vacante e disponibile;

Esaminate le domande dei concorrenti per quanto concerne la indicazione delle sedi per le quali, secondo l'ordine di preferenza, intesero concorrere;

Visti gli articoli 34 e 36 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, nonchè gli articoli 23, 24, 25 e seguenti del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Il dott. Cenni Paolo è nominato ufficiale sanitario del Consorzio di vigilanza igienica e di profilassi fra i comuni di Fontanelice, Borgo Tossignano, Casalfiumanese, Castel del Rio e Amministrazione provinciale di Bologna - Comune capo consorzio: Fontanelice.

La nomina è fatta in via di esperimento per un biennio.

Il predetto ufficiale sanitario dovrà assumere servizio entro il termine di trenta giorni dalla comunicazione della nomina. Non assumendo servizio entro il predetto termine, senza giustificato motivo, sarà dichiarato rinunciatario.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'Ufficio, a quello dei Comuni componenti il Consorzio ed all'albo dell'Amministrazione provinciale di Bologna.

Il sindaco del comune di Fontanelice, nella sua qualità di presidente del Consorzio, è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Bologna, addì 3 aprile 1963

p. *Il medico provinciale*: ZURETTI

(2714)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI MILANO

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Milano

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto di pari numero in data 19 dicembre 1962, con il quale viene approvata la graduatoria dei concorrenti risultati idonei nel concorso per titoli ed esami a tre posti di medico condotto vacanti presso il comune di Milano alla data del 30 novembre 1960;

Visto il proprio decreto n. 7675/1 in data 19 dicembre 1962, con il quale vengono dichiarati i vincitori dei posti di cui sopra;

Considerato che per rinuncia da parte del concorrente che lo precede nella graduatoria di merito il dott. Marrali Angelo interpellato ai sensi di legge ha dichiarato di accettare il posto di cui sopra.

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265 ed il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296:

Decreta:

Il dott. Angelo Marrali è dichiarato vincitore del concorso di cui sopra.

Il sindaco del comune di Milano è incaricato della esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nei modi e sensi di legge.

Milano, addì 4 aprile 1963

Il medico provinciale: VEZZOSO

(2792)

UMBERTO PETTINARI, *direttore* RAFFAELE SANTI, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.